

La voix de l'Opposition de gauche

De faux arguments pour un vrai soutien au régime.

27juin 2012

Quels sont les deux principaux arguments avancés par ceux qui font campagne pour le rejet du TSCG en direction de Hollande ?

1- Une fois adopté, les travailleurs des secteurs public et privé seraient privés du droit de revendiquer une amélioration de leur condition.

2- Il lierait les gouvernement à venir à la politique d'austérité gravée dans le marbre de la Constitution, il leur interdirait d'adopter un budget déficitaire ou d'engager des dépenses sociales correspondant aux besoins des travailleurs.

A quoi correspond le premier argument ?

Serait-ce les travailleurs qui ne pourraient plus revendiquer une amélioration de leur sort, ne serait-ce pas plutôt les dirigeants pourris des syndicats soumis au régime qui seraient tenter de se saisir de ce prétexte pour se prosterner encore davantage devant les institutions, révélant leur véritable nature aux travailleurs ?

Cet argument ne se ferait-il pas l'écho des appareils ? Ne précèderait-il pas leurs intentions pour mieux les épargner par la suite ? Car, s'ils rechignaient à soutenir des revendications, on ne pourrait pas leur en vouloir, ils ne feraient que rester dans la légalité, que respecter la Constitution ayant intégré ce traité.

A l'opposé, nous affirmons qu'une fois ce traité ratifié, rien n'interdira aux travailleurs de se situer sur le terrain de leurs propres besoins et de se mobiliser pour faire aboutir leurs revendications qui demeureront légitimes, contrairement à ce traité.

A quoi correspond le second argument ?

Posons-nous quelques questions avant d'y venir.

Quel gouvernement pourrait briser le carcan que représente ce traité, qui prétend violer notre droit à combattre pour la satisfaction de nos besoins sociaux ?

Quel gouvernement prendrait le risque en rejetant ce traité de s'isoler et de se retrouver au banc de l'Union européenne, attaqué de toutes parts par les agences du capital et l'ensemble des gouvernements ?

Quel gouvernement prendrait ainsi le risque de rompre avec l'UE ?

Question : quel gouvernement serait-il susceptible de remplir ces critères en France ou en Europe, un gouvernement dirigé par Hollande, Laurent ou Mélenchon, un gouvernement dirigé par le SPD, le PSOE, par un parti social-libéral de l'Internationale jaune ou l'un de ses satellites ?

La réponse est non, sans l'ombre d'un doute. Seul un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat rejeterait toute proposition de traité avec l'UE, abolirait tous ceux qui auraient été signés antérieurement, abolirait les institutions de la Ve République, romprait avec l'ensemble des institutions du capital à l'échelle mondiale... C'est dans cette perspective que devrait se livrer le combat contre le TSCG, en y ajoutant les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Alors que valent ces arguments associés au rejet du TSCG, sinon qu'il serait possible à un des gouvernements qui viennent d'être cités, d'avoir la volonté de rompre avec l'UE, les capitalistes qui détiennent le pouvoir faut-il le rappeler collaborant de bonne grâce avec ce gouvernement qui n'aurait pas d'autre alternative pour satisfaire les revendications des travailleurs que de s'attaquer aux privilèges des nantis sans toutefois rompre avec le régime en place.

On s'aperçoit immédiatement que c'est prêté à Hollande et son gouvernement des intentions qu'il n'a pas et qu'il n'aura jamais. Cela ne revient-il pas à colporter des illusions dans Hollande, cela ne revient-il pas à le soutenir, à vouloir faire croire aux travailleurs qu'il pourrait évoluer pour se placer à leur côté ? Ne serait-ce pas le seul objectif politique du POI et non le socialisme ?

Poursuivons en nous posant d'autres questions qu'apparemment personne ne veut ou ne tient à poser, vous avez le droit de vous demandez pourquoi ou plutôt de leur demander pourquoi.

En quoi la ratification de ce traité nous engagerait-il ? En rien, absolument rien, il est à nos yeux aussi illégitime que le capitalisme ou le régime en place.

En est-il de même de la part de ceux qui mènent campagne pour son rejet ? On est en droit d'en douter fortement après ce qui vient d'être énoncé plus haut. Mais vérifions-le à l'aide de leurs arguments.

En quoi consistent-ils ? Ils correspondent à la politique trade-unioniste dans laquelle ils se cantonnent, le réformisme. Ce traité serait un obstacle à l'adoption de réformes sous un régime capitalisme ce qu'ils estiment insupportables, alors qu'elles ne servent qu'à le conforter, à faire en sorte que les travailleurs supportent leur condition sans chercher à remettre en cause l'existence du régime en place.

Il faut noter que cette politique d'adaptation au capitalisme est déjà malmenée depuis des décennies par l'impossibilité d'obtenir la moindre réforme sociale et la liquidation progressive de tous nos droits. Ce n'est pas cela qui les a arrêté jusqu'à présent ou qui les aurait conduit à revoir leur copie, donc il y a tout lieu de penser qu'ils sont disposés à continuer dans le même registre qui a pour conséquence d'affaiblir, de désorienter, de finir de pourrir le mouvement ouvrier. Ils lancent des campagnes qui finissent toutes dans l'indifférence générale ou une impasse, qui ne servent strictement à rien à l'arrivée. Ils font signer des pétitions qui finissent toutes à la poubelle avec le même résultat.

En suivant leur raisonnement et l'on comprend leur embarras, si le TSCG entrait en vigueur, c'est comme si la porte des réformes se refermerait derrière eux, ce qui signifierait que non seulement l'inanité de leurs arguments serait mis en lumière, c'est l'ensemble de leur politique et leurs rapports avec les appareils et l'Etat qui apparaîtraient au grand jour pour ce qu'ils étaient, ils se retrouveraient privés de la politique qu'ils ont toujours menée, pire, ils ne pourraient pas en changer ou la réorienter contre les institutions puisqu'ils ont construit un parti sur la base de cette politique d'adaptation au capitalisme et non sur le programme de la révolution socialiste, ils n'auraient pas d'autre alternative que persister dans leur erreur et de se fossiliser pour continuer à exister ou prendre le risque de faire éclater leur parti sans être certain qu'il en resterait quelque chose.

Répetons ce que nous avons dit plus haut qui correspond à notre position.

Seul un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat rejetterait toute proposition de traité avec l'UE, abolirait tous ceux qui auraient été signés antérieurement, abolirait les institutions de la Ve République, romprait avec l'ensemble des institutions du capital à l'échelle mondiale...

C'est dans cette perspective que devrait se livrer le combat contre le TSCG, en y ajoutant les Etats-Unis socialistes d'Europe.